

resource matters

Communiqué de presse

Pollution de l'air à Fungurume : Le consortium Mazingira Pour Tous révèle des niveaux de SO₂ dangereux et des impacts sanitaires graves à Manomapia

Kinshasa, 21 septembre 2026

[Le rapport](#) « **Pollution de l'air à Fungurume : Manomapia suffoque sous l'usine 30K ?** », une enquête scientifique et qualitative menée par le Consortium Mazingira Pour Tous, avec l'appui technique de Resource Matters, documente les impacts sanitaires et environnementaux de la pollution atmosphérique générée par l'usine 30K de Tenke Fungurume Mining (TFM) sur les communautés riveraines de Fungurume. Les résultats sont alarmants : des concentrations de dioxyde de soufre (SO₂) 3,7 fois supérieures aux seuils de l'OMS, et une prévalence de symptômes respiratoires et oculaires 90 fois plus élevée dans la zone exposée que dans les zones de contrôle.

Des preuves scientifiques sans équivoque

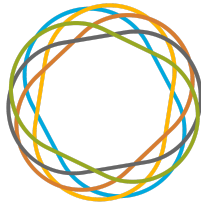
L'étude combine trois volets complémentaires : des mesures de qualité de l'air réalisées entre novembre 2025 et juillet 2026, un suivi longitudinal de 209 participants, et 47 entretiens approfondis auprès des communautés riveraines.

Le SO₂ a été détecté exclusivement en saison des pluies en raison de conditions météorologiques défavorables à la dispersion des polluants. Plus préoccupant encore, les nuisances rapportées s'étendent au-delà de 4 kilomètres de l'usine, révélant une dispersion massive des polluants dans toute la région.

Les mesures réalisées à Manomapia ont mis en évidence des épisodes intermittents de présence de dioxyde de soufre (SO₂), notamment pendant la saison des pluies. Lors de la phase initiale d'investigation, une concentration maximale de 0,7 ppm, soit environ 1 834 µg/m³, en moyenne glissante sur 10 minutes, a été enregistrée.

Cette valeur est supérieure à la ligne directrice de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) de 500 µg/m³ sur 10 minutes pour le SO₂. Le rapport souligne





resource matters

toutefois que ces mesures ne permettent pas, à elles seules, d'établir une causalité directe entre les émissions de l'usine et chaque problème de santé rapporté par les habitants.

Ces résultats confirment [les données initiales de EIA et Premicongo](#) et sont une preuve que le problème persiste malgré les dénis de CMOC.

Impacts sanitaires graves et mesurables

Les données cliniques confirment une exposition significative aux polluants. Par rapport à la zone témoin de Mutende, les habitants de Manomapia rapportent des niveaux alarmants de symptômes : 90,3% d'odeur irritante contre 0% en zone témoin, 88,3% de chatouillement nasal contre 30,8% en zone témoin, 40,7% de chatouillement oculaire contre 0% en zone témoin, et 17,5% d'épistaxis (saignements de nez) contre 0% en zone témoin.

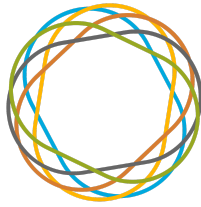
Ces symptômes constituent la signature clinique d'une exposition à des gaz acides comme le SO₂. Le suivi hebdomadaire confirme la constance et l'ampleur du phénomène, avec jusqu'à 38 cas d'odeur irritante par semaine à Manomapia, contre zéro à Mutende. Cette différence drastique ne laisse aucun doute sur l'origine polluante des symptômes observés.

Appel d'urgence aux autorités congolaises et à Tenke Fungurume Mining (TFM)

Le Consortium Mazingira Pour Tous appelle les autorités nationales et provinciales à instruire une inspection mixte associant experts indépendants, ministères compétents et représentants de TFM, dont les résultats doivent être publiés. Les autorités doivent assurer la prise en charge médicale intégrale des populations affectées pour les symptômes documentés et créer un fonds d'indemnisation transparent pour les victimes et les familles. L'élaboration d'une norme nationale de qualité de l'air pour le SO₂, alignée sur les recommandations de l'OMS, est également impérative.

TFM doit de toute urgence installer des systèmes de filtration et des cheminées adéquates pour réduire fortement les émissions polluantes et publier en temps réel ses données de surveillance atmosphérique. L'entreprise doit établir un dialogue sincère avec les communautés et documenter ses réponses aux préoccupations soulevées. Elle doit également mettre en place un fonds pour la





resource matters

prise en charge des soins et l'indemnisation des populations affectées, reconnaissant ainsi sa responsabilité dans cette crise sanitaire.

Au-delà de la pollution : la question de l'information et de la confiance

L'enquête fait également état d'une relation fortement dégradée entre certaines communautés, l'entreprise et les autorités locales. Les personnes interrogées évoquent des difficultés à faire entendre leurs préoccupations, ainsi qu'un manque de confiance dans les mécanismes existants de dialogue et de gestion des plaintes.

Pour Resource Matters, la surveillance environnementale ne peut être efficace sans transparence, accès aux données et participation des communautés concernées.

[La publication du rapport](#) intervient après une procédure contradictoire. Des demandes de droit de réponse ont été adressées au Ministre national des Mines, au Gouvernement provincial du Lualaba, au Bourgmestre de Fungurume et à TFM. Selon le rapport, TFM est la seule des quatre parties sollicitées à avoir transmis une réponse, datée du 5 septembre 2026. Cette réponse a été examinée et intégrée au rapport final du Consortium.

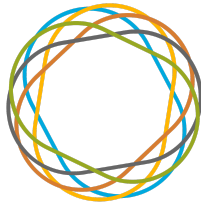
Resource Matters appelle également les autorités compétentes à renforcer le cadre réglementaire relatif à la qualité de l'air et à assurer l'application effective des normes destinées à protéger les populations.

« Les données recueillies ne doivent pas être considérées comme la fin du débat, mais comme un appel à une vérification indépendante et transparente. Lorsqu'une population signale des épisodes de pollution et que des mesures instrumentales détectent des concentrations préoccupantes de SO₂, la réponse appropriée est de mesurer davantage, de rendre les données publiques et de protéger les personnes potentiellement exposées », déclare Resource Matters.

Resource Matters continuera à soutenir les efforts visant à renforcer la transparence, la redevabilité des acteurs miniers et l'accès des communautés à l'information environnementale en République démocratique du Congo.

À propos de Resource Matters





resource matters

Resource Matters est une organisation qui travaille sur la gouvernance des ressources naturelles, la transparence et la redevabilité du secteur extractif en République démocratique du Congo et en Afrique. Elle collabore avec des organisations de la société civile, des chercheurs, des communautés et d'autres partenaires afin de promouvoir une exploitation des ressources naturelles respectueuse des droits humains et de l'environnement.

À propos du Consortium Mazingira pour tous

Le Consortium « Mazingira Pour Tous » est une coalition d'organisations de la société civile congolaise, de professionnels des médias et de chercheurs qui œuvrent pour la protection de l'environnement et la défense des droits des communautés locales affectées par les activités minières en République Démocratique du Congo.

Pour plus d'information :

Consortium Mazingira Pour Tous

Email : mazingirapourtous@gmail.com | ipdhor.asbl@gmail.com

T: +243 974 766 844

Pour Resource Matters: Philippe.masudi@resourcematters.org |

Info@resourcematters.org | T: +243 812 338 235

